

Coup d'Etat et crise institutionnelle au Niger : point de situation

Synthèse des événements marquants (au 11/08)

Coup de force militaire

Dans la soirée du **26 juillet 2023**, les militaires nigériens ont annoncé le **renversement du président Mohamed Bazoum** (élu en 2021), une suspension des institutions et de la Constitution ainsi que la fermeture des frontières, après un **coup de force mené par la garde présidentielle** à l'encontre du chef de l'Etat. Ce dernier n'a pour l'heure **pas démissionné** et reste **retenu contre son gré à Niamey** depuis. La junte dirigée par le **général Abdourahmane Tiani** (chef de la Garde présidentielle) annonce dans la foulée la **création d'un « Conseil national de sauvegarde de la patrie » (CNSP), rallié par l'ensemble du corps militaire**, au motif « d'éviter une effusion de sang » et justifie son coup de force notamment par « une dégradation de la situation sécuritaire au Niger » et des problèmes présumés de gouvernance, déclarant dans un premier temps le maintien des partenariats en place.

Réactions internationales et de la junte : entre surenchère des menaces et poursuite des tentatives de dialogue

Condamnations internationales et suspension des coopérations bilatérales

Les partenaires internationaux du Niger (France, Etats-Unis, UE et pays européens, Nations unies, Banque mondiale, Union africaine, BCEAO) ont appelé à la **libération et au rétablissement immédiat du président Bazoum ainsi que de l'ordre constitutionnel** et ont annoncé une **suspension totale ou partielle de leur aide financière** (40% du budget national) et leur **coopération**, y compris sécuritaire.

Suite à la manifestation violente du 30/07, **la France** en particulier a indiqué qu'elle **répondrait à toute attaque visant ses intérêts** et a également conduit **une opération d'évacuation de ses ressortissants et plusieurs citoyens européens** (sur la base du volontariat) du 31/07 au 03/08. Plusieurs ressortissants américains ont également quitté le territoire et les Etats unis entre autres ont réduit leurs effectifs diplomatiques non essentiels. **Les deux chancelleries ont relevé le niveau de risque concernant les déplacements dans le pays** ; le Quai d'Orsay **déconseillant formellement l'ensemble des voyages, y compris désormais dans la capitale**. La Russie a appelé quant à elle au « retour de la légalité » ; tandis que le chef de la milice Wagner Evgueni Prigojine a pour sa part salué a contrario le putsch et critiqué la politique de la France dans le pays.

CEDEAO : entre impératif de fermeté et nécessité de sortie de crise pacifique : sanctions économiques historiques, menace d'intervention militaire et efforts de médiation

Les deux institutions sous-régionales politique, économique et monétaire ouest-africaines de la **CEDEAO** (présidée par le Nigeria) et de l'**UEMOA**, réunies en **sommet extraordinaire le 30/07 à Abuja**, ont en outre rapidement adopté des **sanctions économiques inédites** (blocus économique) entrées en vigueur le jour même et **réclamé le retour à l'ordre constitutionnel sous une semaine sous peine de prendre de nouvelles « mesures », comprenant la possibilité d'une intervention militaire**. Le Tchad, l'Algérie (non membres de la CEDEAO) et le **Sénat nigérian**, se sont opposés à cette option craignant une recrudescence de l'instabilité régionale. **Après la fin de l'ultimatum, la CEDEAO a annoncé privilégier la diplomatie sans exclure l'option militaire** et la communauté internationale a poursuivi ses **tentatives de médiation officielles ou officieuses**, restées pour l'heure **infructueuses** (président de transition tchadien, ancien chef de l'Etat nigérian Mahamadou Issoufou, réputé proche du général Tinani, CEDEAO-Union africaine-Nations unies, influents leaders religieux nigériens, Etats unis et dernièrement, l'ancien émir de l'Etat nigérian de Kano).

A nouveau réunis en **sommet extraordinaire le 10 août à Abuja**, les chefs d'Etat de la **CEDEAO** annoncent le **maintien des sanctions et « l'activation immédiate » de la « force en attente » de l'institution et son déploiement pour « restaurer l'ordre constitutionnel au Niger »**, sans plus de précision, tout en indiquant **espérer « une résolution pacifique »** et privilégier en premier lieu l'approche diplomatique. L'organisation régionale a également lancé un avertissement à **tout Etat qui entraverait « le règlement pacifique de la crise au Niger » et serait redevable devant l'institution**. Le président ivoirien indique après le sommet que les chefs d'Etats de la CEDEAO ont « donné leur accord » pour le **lancement d'une « opération militaire »** souhaitée « **dans les plus brefs délais** » et que « d'autres conférences » se tiendraient « pour finaliser les choses ».

Durcissement du positionnement de la junte nigérienne et recrudescence des tensions géopolitiques

Côté junte, face à la fermeté des sanctions, aux menaces d'intervention militaire et au refus du président Bazoum de démissionner, le **général Tiani a rapidement durci ses positions, notamment à l'égard de la France, et a stratégiquement cherché à consolider son pouvoir et à obtenir le soutien politique et économique d'alliés externes clés (Mali, Burkina) et internes (armée, jeunesse, opposition au président Bazoum)** (après avoir déclaré dans un premier temps que les ressortissants étrangers « *n'(avaient) jamais été l'objet de la moindre menace* »).

Parmi ses premières déclarations et décisions : accusations de déstabilisation, velléités d'intervention militaire et violations présumées par la France de l'espace aérien nigérian (fermé jusqu'à nouvel ordre) ; rappel de plusieurs ambassadeurs ; refus d'accueillir certaines médiations ; suspension de médias français ; menace envers les Etats voisins soutenant une éventuelle opération sécuritaire ; **mobilisation à Niamey de l'opinion populaire (notamment de la jeunesse) contre les partenaires régionaux et la France en particulier** ; dénonciation des accords militaires avec Paris, **multiplication des rencontres avec les junte malienne et burkinabè** ; nominations de fidèles au sein de l'appareil sécuritaire (chef d'Etat-major) ; formation d'un gouvernement et désignation d'un « Premier ministre » (Ali Mahaan Lamine Zeine).

Le **général Tiani et ses soutiens malien et burkinabè avaient, précédemment au sommet du 10 août, également menacé de répondre à toute intervention militaire conduite sur le sol nigérian** ; Bamako et Ouagadougou ayant précisé qu'une telle opération constituerait une « déclaration de guerre » envers leurs deux Etats. La **junte guinéenne, adoptant stratégiquement une position moins extrême, s'est contentée d'apporter son soutien à la junte** en dénonçant les sanctions de la CEDEAO.

Situation et réactions internes : médiatisation du soutien populaire à la junte à Niamey, premiers effets des sanctions économiques et menace sur l'unité du pays

A Niamey, après **une mobilisation en faveur de la libération du chef de l'Etat** (quelques centaines de personnes) organisée au cours de la soirée du **26/07 place de la Concertation et rapidement dispersée** par les militaires, **le soutien à la junte et contre les sanctions et menaces des partenaires internationaux se concrétise les 30/07, 03 et 06/08** (manifestations appelées notamment par **l'opposition nigérienne du M62** et rassemblant **plusieurs milliers de personnes** à la **place de la Concertation**, aux abords de **l'Ambassade de France**, à la **place Toumo** ou au **stade Seyni Kountché**). Quelques drapeaux russes sont visibles et des **heurts** (dispersion de manifestants) ainsi que des **actes de dégradation** sont signalés le 30 au niveau de la **représentation diplomatique française**.

Les premiers effets des sanctions ont notamment engendré des **délestages dans la capitale**. L'agence de notation Moody's a par ailleurs **dégradé de deux crans la note du pays**.

Au **plan politique, plusieurs membres du gouvernement nigérien et responsables sécuritaires** (ministre de l'Intérieur, chef de la Garde nationale) ont par ailleurs été **arrêtés par la junte** ou sont contraints à l'exil et des **incidents** ont notamment été signalés au niveau des locaux du parti au pouvoir (PNDS). Le 8 août, **le ministre d'Etat Rhissa Ag Boula, ancien leader rebelle touareg**, annonce son soutien aux partenaires internationaux et officialise via un communiqué la **création d'un « Conseil de résistance pour la République (CRR) »** visant à « rétablir l'ordre, **la légalité constitutionnelle** et le président Mohamed Bazoum dans la plénitude de ses fonctions » (...) « par tous les moyens nécessaires », appelant également à « procéder à l'arrestation » du chef de la junte. **Une partie de l'opposition a quant à elle rallié le nouveau « gouvernement »** (Affaires étrangères, Pétrole Mines et énergie) nommé par les putschistes, qui se partagent les autres ministères régaliens.

Points de vigilance et enjeux de la crise à suivre

- ➔ **Compte tenu du contexte actuel de statut quo, l'évolution de la situation reste pour l'heure incertaine** alors que **chaque partie tente de capitaliser sur ses « arguments » en vue de faire basculer le rapport de force** : avec d'un côté pour la CEDEAO et les partenaires internationaux : la menace militaire, les pressions diplomatiques internationales et les sanctions économiques et budgétaires ; et pour la junte : la mobilisation de l'opinion populaire, notamment contre les partenaires extérieurs, le soutien d'alliés régionaux, le maintien en détention du président Bazoum, les menaces de déstabilisation sécuritaire régionale et l'instauration rapide d'un « gouvernement de transition » pour afficher un ordre institutionnel.

Dans ce contexte, une sortie de crise pacifique dépendra de l'évolution de plusieurs paramètres :

- **L'évolution de la position et l'unité de la CEDEAO** : à court terme et sans mise en œuvre du cadre juridique, l'activation de la force en attente (déjà existante), reste pour l'heure un **outil**

de pression diplomatique dissuasif pour réaffirmer l'option militaire et accroître la pression sur la junte dans le contexte de la poursuite des tentatives de médiations. Ce positionnement permet à la CEDEAO de se laisser une marge de manœuvre temporelle supplémentaire, de « reprendre la main », tout en laissant une porte de négociation ouverte dont l'échec serait imputé à la junte nigérienne.

- **L'évolution des médiations internationales et du positionnement de la junte** : dépendront des **garanties/portes de sortie et compromis trouvés et de l'évolution des exigences des parties** alors qu'un retour en arrière total apparaît désormais politiquement risqué tant pour la CEDEAO que les militaires nigériens.
- **L'évolution du soutien populaire à la junte** : essentiellement porté pour l'heure par une jeunesse citadine, dont la mobilisation est largement médiatisée dans la capitale, par ailleurs un des fiefs géographiques de l'opposition.
- **La recrudescence éventuelle des divisions internes qui constitue un défi pour la junte** : **l'unité de l'armée nigérienne** face à l'évolution de la situation, **le positionnement de certains leaders politiques touaregs influents**, qui apparaît stratégique compte tenu de l'historique du pays (rébellions touarègues contre le pouvoir central), et celui de la société civile (responsables syndicaux notamment) alors que se dessine un front pro-Bazoum et une ligne pro-CNSP.
- **Le sort du président Mohamed Bazoum** : davantage que le rétablissement de l'ordre constitutionnel ou le départ de la junte, le rapport de force entre les parties pourrait **se focaliser à court terme en premier lieu sur la question de la libération du chef de l'Etat**, qui n'a toujours pas démissionné et dont les conditions de détention ont été dénoncées ces dernières heures par la communauté internationale ; un argument qui servirait potentiellement à justifier une éventuelle action régionale.
- **Les conséquences du maintien des sanctions économiques et de la suspension des aides budgétaires internationales** : dont **l'impact sera majeur ces prochaines semaines** pour le pays.
- **Les impacts sécuritaires en cas de crise prolongée et du maintien au pouvoir de la junte** : en particulier **l'évolution de la stratégie des groupes djihadistes sur le territoire** qui devraient réévaluer leur action et marge de manœuvre en fonction des futurs développements à court et moyen termes. Dans ce prolongement, les **conséquences d'une éventuelle mobilisation de l'armée nigérienne et l'avenir des coopérations politico-sécuritaires française et américaine** seront également déterminantes et conditionneront également la suite des relations géopolitiques (positionnement de la Russie, restant pour l'heure attentiste).